

# CONVENTION SUR LE FUTUR DE L'EUROPE

## “EUROPE SOCIALE”

Intervention du Représentant du Gouvernement Portugais, Prof. Ernâni Lopes, lors de la  
Session Plénière de la Convention  
Bruxelles, 6-7/02/2003

Je félicite notre collègue Giorgos Katiforis pour l'excellent travail accompli. Je me rapporte, plus concrètement, aux 7 points du résumé des conclusions de son Groupe de Travail:

1. Nous sommes favorables à ce que l'article n°2 du nouveau Traité contienne, comme valeurs fondamentales, la justice sociale, la solidarité et l'égalité. Ce principe d'égalité devra être considéré dans son acception de principe absolu.
2. Globalement, nous soutenons la proposition concernant les objectifs à inclure dans l'article n°3 du Traité, avec quelques exceptions, à savoir:
  - a) le concept de paix sociale tel qu'il est prévu nous semble difficile à préciser;
  - b) nous préférons l'expression «modèle social européen» à l'expression «économie sociale de marché»;
  - c) besoin d'articulation entre les concepts de «cohésion économique, sociale, territoriale» et d'«inclusion sociale»;
3. Comme l'établit le rapport final du Groupe de Travail, nous estimons que l'éventail actuel de compétences de l'Union est adéquat. Toute proposition de réduction de compétences n'est pas acceptable.
4. Nous sommes favorables à ce que la méthode ouverte de coordination soit incluse dans le Traité. La définition ne devrait pas être trop détaillée dans les procédés afin de préserver sa flexibilité. Cette méthode ne doit pas non plus substituer ou porter préjudice à la méthode législative communautaire. Nous

ne soutenons pas l'élaboration d'une liste de situations auxquelles cette méthode s'appliquerait.

5. Nous approuvons la nécessité de rationaliser les procédés de coordination des politiques économiques et sociales.
6. Nous considérons que le compromis de Nice quant au processus de décision par majorité qualifiée doit être maintenu. À nos yeux, la proposition de «modernisation du champ d'application et du langage» de l'article 137 n'est pas clair.
7. Finalement, nous soutenons l'affirmation explicite du rôle des partenaires sociaux dans le Traité.